

COMMUNICATIONS

A propos, encore, du dépistage de la tuberculose bovine dans les abattoirs

par Ch. LEBLOIS

Au cours de sa communication de la dernière séance, M. HOUDINIÈRE (1) nous a rappelé, fort judicieusement, que dans la prospection de la tuberculose bovine à l'abattoir, pour important que fût le ganglion trachéo-bronchique gauche, il ne détenait pas, à lui seul, la solution du problème, et que nécessité était de poursuivre l'examen des autres nœuds lymphatiques médiastino-pulmonaires.

On ne l'ignorait peut-être pas. Mais à Paris nous avions pensé — avec quelque bon sens — qu'il était vraiment illusoire de raffiner sur une technique particulière d'analyse, dans un dispositif général d'investigations, qui présentait, et qui présente encore actuellement, les plus extravagantes lacunes qui se puissent imaginer.

On ne saurait oublier, en effet, que malgré des efforts répétés, malgré des appels faits à cette tribune même (2), malgré un vœu (3) émis par notre Compagnie, qui seule s'était émue de la situation, les poumons des bovidés continuent à être détachés de l'animal avant la visite sanitaire; en sorte, qu'en raison des substitutions de viscères, facilitées par la structure cellulaire des établissements de Paris, on peut raisonnablement estimer que 20 ou 25 pour cent des cas de tuberculose bovine sont soustraits au contrôle des Vétérinaires et qu'ainsi, une fois sur cinq ou

(1) A. HOUDINIÈRE. — Au sujet du dépistage de la tuberculose bovine dans les abattoirs. *Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France*. Séance du 3 juin 1954, t. 27, 1954.

(2) Ch. LEBLOIS. — L'adhérence obligatoire du poumon à la carcasse des animaux de boucherie, mesure nécessaire à une inspection sanitaire efficace. *Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France*, t. 20, 1947, p. 173.

(3) Vœu émis par l'Ac. Vét. de France, tendant à l'adhérence obligatoire précitée. *Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France*, t. 20, 1947, p. 331.

une fois sur quatre, l'action de police sanitaire, qui devrait se déclancher au lieu d'origine de la maladie, n'a pas lieu.

A un moment où, dans le monde entier, pédiâtres, phthisiologues et bactériologistes se penchent avec plus d'attention sur la part du bacille bovin dans la tuberculose humaine, cette carence de l'Inspection Vétérinaire parisienne apparaît sous un jour singulièrement fâcheux.

A l'exception de PÉRARD, qui n'eut pas le temps de donner sa mesure, les Directeurs qui se sont succédés au Service sanitaire du Département de la Seine, ont apporté à l'endroit de cette affaire, ou la même indifférence, ou la même inintelligence, ou la même peur verdâtre des bouchers et de leurs protecteurs, ou les trois à la fois.

De cet incroyable état de choses, qui s'inquiète? A l'exception de notre Compagnie, personne. La Ville de Paris est contente, la Profession satisfaite, le Ministère béat. Le carnaval continue. L'Hygiène publique en fait les frais. Il s'agit de savoir si nous devons un jour avoir l'humiliation d'entendre dénoncer l'incurie française devant les grands organismes de santé internationaux.

Discussion

M. DRIEUX. — Ainsi que M. LEBLOIS l'a très exactement souligné, il est à noter que dans les abattoirs parisiens, la disposition des locaux d'abattage est à type cellulaire, c'est-à-dire une disposition à échaudoir. C'est là un système qui est périmé, que les hygiénistes condamnent totalement.

Dans les abattoirs à architecture cellulaire, il est singulièrement plus difficile d'obtenir que les abats soient attachés d'une façon satisfaisante et totale.

J'entends dire par là que j'approuve entièrement l'intervention de M. LEBLOIS et que du point de vue de l'hygiène, il est éminemment regrettable que quelque équivoque puisse survenir quant à l'appartenance de certains viscères aux carcasses dont ils proviennent réellement.

Mais je voudrais souligner que pour nos confrères inspecteurs des abattoirs de Paris, dont la compétence et le dévouement ne sont certes pas à mettre en doute, il y a tout de même des conditions matérielles extrêmement difficiles, qui font que leur service d'inspection est rendu pénible.

Et en conclusion, je voudrais faire remarquer que si, à l'heure actuelle encore, il peut exister une réelle difficulté quant à l'identification des viscères, cela tient en grande partie à la vétusté de nos abattoirs, à leur architecture qui est véritablement périmée.

M. LEBLOIS. — A propos de la difficulté matérielle que M. DRIEUX vient très judicieusement de souligner, je l'ai vécue pendant quinze ans, je la connais bien. Je dois cependant rappeler qu'aux environs de 1933, la France a eu l'occasion de livrer de la viande à l'Allemagne, plus exactement a livré de la viande dans le territoire sarrois qui, à l'époque, appartenait à l'Allemagne. Le service vétérinaire allemand, qui avait de bonnes raisons de se méfier de ce qui se passait à La Villette, n'a pas accepté les viandes arrivant

chez lui à l'état de demi-bœufs. Il a imposé que les carcasses arrivassent avec leurs poumons adhérents. Ainsi, il n'était pas seulement question de laisser les poumons adhérents dans l'échaudoir, il était question de les faire partir jusque dans la Sarre, attachés aux carcasses. Eh bien! cela a été possible. Voilà. Alors, quand on vient vous dire, et je crois que c'est la défense de maints directeurs auxquels on a posé la question, qu'il y a là question d'impossibilité matérielle, je réponds : c'est fait. Pendant quatre mois, il est parti de l'abattoir de La Villette, à destination de la Sarre, de la viande qui était munie de ses poumons adhérents.

M. DRIEUX. — Je répète encore une fois que je partage les sentiments et l'indignation de M. LEBLOIS en la matière; mais je voudrais que lui-même fit un petit retour en arrière et se souvint de l'époque où il avait la direction des abattoirs de La Villette, et je lui demande si, à cette époque, véritablement, il lui a semblé possible d'imposer la mesure si judicieuse qu'il réclame à l'heure actuelle.

M. LEBLOIS. — Je l'ai réclamée à l'époque, car je n'étais pas directeur. Evidemment cela nécessitait, je dois le dire, une révolution complète des habitudes de l'abattoir, mais ce que je puis dire, c'est qu'en dehors de La Villette, où l'on m'empêchait de faire quoi que ce fut, là où j'étais le maître, je m'arrangeais pour que les poumons fussent adhérents. En particulier, tant que j'étais à La Villette, j'étais aussi à « La Nationale », et là tous les poumons étaient adhérents. Je n'avais pas été demander la permission, mais je l'avais imposé, et cela avait suffi.

Cependant, dans les petits abattoirs que j'avais à surveiller, en particulier à La Courneuve, j'avais imposé la chose. J'ai eu le plaisir d'apprendre que l'initiative et le cran de certains de mes collègues d'autrefois ont résolu le problème. M. Houdinière, dans son abattoir, a obtenu que les abats fussent adhérents.

Je dis à nouveau que si cela ne se fait pas, l'inertie des services est en cause essentiellement.

M. BOUCHET. — Je m'étonne que M. le Professeur DRIEUX ne nous ait pas parlé du système employé à Chicago et que nous avions vu. Quand les animaux sont éviscérés, il y a sous la carcasse un récipient ou un appareil mobile à trois pieds et à deux étages. Sur l'un des étages sont déposés les poumons et sur l'autre, le reste des abats. Cet appareil reste devant la carcasse jusqu'à ce que le vétérinaire soit venu faire sa visite.

Evidemment, il ne s'agit pas d'un système très pratique, mais c'est un procédé pour retenir les viscères et les laisser devant la carcasse jusqu'à ce que le vétérinaire vienne faire son inspection. Il nous a semblé que c'était un procédé pour résoudre la question, pour conserver ensemble les viscères et la carcasse.

M. DRIEUX. — Le procédé qu'évoque M. BOUCHET, je l'ai effectivement vu, comme lui-même, aux abattoirs de Chicago. Il faut dire que, dans ce procédé, les viscères sont séparés de la carcasse y compris le poumon, mais dans le cas particulier cela n'offre pas l'inconvénient du point de vue de l'inspection sanitaire, pour une raison extrêmement simple, c'est que la préparation se fait à la chaîne et que sur cette chaîne se trouvent, à intervalles suffisamment rapprochés, des inspecteurs des viandes qui la surveillent intégralement. Par conséquent, il est impossible qu'une substitution, même accidentelle, des viscères, puisse se produire.

Dans le même ordre d'idées, je voulais signaler ce que j'ai vu dans des abattoirs danois et qui vient à l'appui de ce que disait M. LEBLOIS, de la relative facilité avec laquelle on peut lui donner satisfaction dès l'instant qu'on veut bien s'en donner la peine. J'ai vu, dans des abattoirs danois, laisser adhérents à la carcasse, au cours de l'habillage, d'une part le poumon, d'autre part, le foie et d'autre part encore la rate. Le foie et la rate restaient adhérents au diaphragme. M. LEBLOIS n'en demande pas tant, il demande simplement l'adhérence du poumon; je pense qu'effectivement cela pourrait être réalisé.

M. GUILLON. — Je signale qu'ayant eu, à titre militaire, à surveiller une usine de fabrication de viande congelée, j'ai été amené, après un certain temps de tolérance, à intervenir énergiquement pour que, malgré les services civils de l'inspection qui s'accommodaient des règles pratiquées à La Villette, les fournisseurs respectent le principe des poumons adhérents. Depuis, cette obligation est, je crois, maintenue.

M. le PRÉSIDENT. — On pourrait peut-être se baser sur le règlement militaire pour essayer d'appliquer les mêmes règles dans les abattoirs ? Qu'en pensez-vous, M. DRIEUX ?

M. DRIEUX. — Il n'y a pas de règlement civil qui l'impose. L'Académie peut émettre à nouveau le vœu émis en 1947, qui a certainement été transmis à l'époque aux autorités intéressées. Mais, malheureusement, il n'existe pas dans notre législation actuelle, le moindre arrêté ministériel qui impose précisément l'adhérence du poumon à la carcasse.

Je ne voudrais pas anticiper, mais je puis tout de même dire qu'à l'heure actuelle, au Ministère de l'Agriculture, une commission se réunit pour essayer de pallier un peu cette déficience; cette commission a reçu pour mission de déterminer les conditions dans lesquelles une inspection correctement effectuée doit être réalisée, non seulement sur les animaux sur pied, mais encore après l'abattage et après l'éviscération. Cette commission sera sans doute appelée, dans un temps qui je crois est assez proche, à prendre en considération le vœu que M. LEBLOIS vient très heureusement d'introduire dans ses propositions; il se traduira probablement par un arrêté ministériel, ou tout au moins par une circulaire ministérielle : exiger l'adhérence du poumon au moment de l'examen *post-mortem* des viandes.

M. le PRÉSIDENT. — Acceptons-en l'augure. Si par hasard, cela ne se produisait pas, nous pourrions, nous, renouveler le vœu. Je remercie M. LEBLOIS de sa très intéressante communication.

M. THIEULIN. — Je voudrais ajouter que si l'Académie devait se pencher sur ce problème capital de l'inspection des viandes, de même que M. LEBLOIS a considéré que les indications de HOUDINIÈRE dans sa précédente communication, étaient un point important, mais qu'au-dessus il y a avait la notion du poumon adhérent, de même je reprendrai la question en disant qu'à l'étage très supérieur il y a, en France, l'inspection des viandes tout court. Je pense que la commission compétente voudra bien se pencher sur ce problème et considérer que, en dehors du ganglion trachéo-bronchique droit, en dehors du poumon adhérent à la carcasse, il y a à réviser les conditions déplorables dans lesquelles est faite l'inspection des viandes ailleurs qu'à l'abattoir de La Villette.
